Déclaration de la délégation CGT du CCE

Information-consultation sur la situation économique et financière de l'AFPA.

Nous venons d'avoir la présentation du rapport APEX sur la situation économique et financière 2017 de l'AFPA et les perspectives. Nous saluons le travail réalisé par le cabinet APEX en nous fournissant ce rapport d'analyse et de prospectives. Le président de la commission économique du CCE vient de faire une intervention au nom de la commission.

En plus des observations, interrogations et constats inquiétants révélés par ces interventions, la délégation CGT tient à exprimer des points de vue complémentaires concernant la situation économique et financière 2017 de l'AFPA mais aussi les perspectives à venir.

Au delà des 9 principales conclusions du cabinet APEX, la délégation CGT constate :

- un effondrement des effectifs CDI, avec -839 ETP depuis 2014 et une augmentation considérable de la précarisation de l'emploi avec +666 ETP CDD (p 24) ; l'intérim, lui, est passé de 140 ETP en 2015 à 212 ETP en 2017 soit +50 %; l'auto-entrepreneuriat a augmenté de 18 % entre 2016 et 2017 et +30 % entre 2015 et 2017. Tous ces formateurs précaires (CDD, CDII, intérim, auto-entrepreneurs, ...) ne sont formés ni aux méthodes pédagogiques de l'AFPA, ni aux outils, voire sont interdits d'accès aux ressources numériques.
- La conjonction d'un effet volume négatif (-3 % en HTS) et des prix unitaires (-1,4 %) se traduit par une diminution de 26M€ du chiffre d'affaires (-18M€ effet volume et -8M€ effet prix). La délégation CGT dénonce la responsabilité des commanditaires, Conseils Régionaux en particulier, et les modalités de contractualisation par appel d'offres qui induisent des prix trop bas, un morcellement des allotissements, des attributions au moins-disant, une dégradation de la qualité des formations.
- La marchandisation de la formation professionnelle va à l'encontre des politiques en matière de formation professionnelle.
D'autres modalités de contractualisation sont trop peu mises en œuvre voire inutilisées : habilitation, délégation de service public (DSP), SIEG, subventions au nom du service public de l'emploi,
- Le budget Matière d'Œuvre et Petit Outillage a diminué de 17 % entre 2016 et 2017. L'impact sur la qualité du service rendu et la satisfaction des usagers est indéniablement négatif, obérant l'utilité sociale (allant jusqu'à la saisine du médiateur à ce sujet).
- Les investissements sont très inférieurs aux besoins : avec 20M€ d'investissements, nous sommes loin du minimum requis pour maintenir en état notre outil de production, estimé à 60-70M€. En conséquence, ce sont autant d'investissements à rattraper qui viennent s'ajouter à tous ceux qui n'ont plus été financés par l'État au cours des 10 dernières années.

La délégation CGT s'interroge :

- quel sera l'impact économique du projet « le Village de l'AFPA » et de « Prépa compétences » ? Notamment, quel sera le chiffre d'affaires, quel modèle économique, pour quels résultats ? Quelles synergies pourraient être développées en terme de sécurisation de parcours ?

Déclaration de la délégation CGT du CCE

Information-consultation sur la situation économique et financière de l'AFPA.

- Quel est le budget de chacune des filiales et leur situation économique et financière ? Face à la baisse de 86M€ des produits de la filiale d'accès à l'emploi (-32% entre 08/2016 et 08/2017, -18 % / budget sur les 8 premiers mois), quelles sont les perspectives d'atterrissage pour cette filiale ?
Si, comme expliqué par le DAF devant cette instance, l'impact négatif se répercute quasi intégralement sur l'EPIC, comment la Direction générale pourrait-elle nier un risque de distorsion de concurrence ? Sinon, quelles conséquences pour cette filiale qui ne doit pas présenter des résultats en perte ?
- En annexe du rapport APEX, le tableau de chiffre d'affaires, EBE¹ et ROP² (pages 129 à 135) fait apparaître une modification majeure entre 2016 et 2017 de la comptabilisation des pertes des centres de profits DR au détriment des centres de formation. Quels sont les clés de répartition des pertes des DR sur les centres ? Quel est le but de cette présentation qui systématiquement dégrade les résultats opérationnels (ROP) des centres, les rendant majoritairement déficitaires : 42 en 2016, 152 en 2017³ ? Faut-il y voir une préfiguration d'arguments pour fermer certains centres comme la Direction le projette ?
- Quand la Direction Générale entend-elle revoir les modalités et les clés de répartition de la comptabilité analytique comme prévu par le conseil d'administration (19/10/2017) moyennant « une clause de révision de ces principes après quelques mois de mise en œuvre » ?

Nous dénonçons une politique économique consistant à adapter une baisse des charges, en priorité la masse salariale, face à la baisse du chiffre d'affaires.

Si la seule stratégie est d'ajuster les charges à l'activité, on ne s'en sortira pas !

1 EBE : Excédent Brut d'Exploitation (pouvant être négatif !)

2 ROP : Résultat OPérationnel

3 Par exemple : une région dont aucun centre n'avait en 2016 un ROP négatif, se retrouve avec 3/4 des centres en ROP négatif.